



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

2 rue Richard Lenoir
93100 Montreuil

Montreuil, le 9 mars 2012

Cher-e-s camarades,

Au NPA nous considérons que la publicité est le bras armé du capitalisme dans sa course productiviste effrénée au "toujours plus". La publicité sert à créer des désirs et non pas à satisfaire des besoins sociaux. Les budgets publicitaires sont colossaux et sont toujours payés par les consommateurs. D'ailleurs la publicité ne connaît pas la crise. À terme nous visons son interdiction pure et totale. Les effets nocifs de la publicité sont doubles :

1. direct : gaspillage de papier, d'énergie, dégradation de l'environnement
2. indirect, de loin le plus important, en créant des faux besoins et en poussant à la sur-consommation de biens souvent inutiles quand ils ne sont pas carrément dangereux.

Le rôle de la publicité doit être remis en cause. L'utilité sociale des biens produits doit être définie de manière démocratique. Il ne revient certainement pas aux publicitaires de définir cette utilité.

1. La liberté de réception. La publicité est une agression et personne ne devrait être obligé de la subir. Quant à savoir si elle devrait être déclarée constitutionnelle ou non, au NPA nous prônons un autre type de société. La question de la réception de la publicité ne se poserait pas dans une société non capitaliste.
2. Affichages publicitaires, paysages et environnement. Les dernières réglementations sur l'affichage ne font que confirmer que le Grenelle de l'Environnement n'a été qu'une triste mascarade. Les panneaux éclairés (dont certains consomment autant d'électricité qu'une famille de 4 personnes) sont un scandale écologique. Les entrées de nos villes sont défigurées par les panneaux publicitaires, y compris dans des zones dites protégées (parcs régionaux par exemple). Nous sommes opposés à ces nouvelles agressions qui devraient être interdites ainsi que les bâches publicitaires sur les bâtiments. La taille et la destination des affiches devraient être réglementées.
3. Prospectus dans les boîtes aux lettres et démarchages téléphoniques. Nous sommes pour l'interdiction des prospectus publicitaires et du démarchage par téléphone.
4. Publicité et services publics. La publicité ne devrait participer à aucun service public. Nous sommes favorables à son interdiction totale et réelle (pas de sponsoring...) sur les radios et télévisions publiques.
5. Presse. Nous pensons que la publicité n'a pas de place dans la presse. Il y a longtemps que la presse française n'est plus indépendante. Elle n'est pas indépendante du fait de sa structure capitaliste. L'interdiction de la publicité est une condition sine qua non (mais non suffisante) de son indépendance. La presse n'est plus qu'un support pour la publicité.

6. Contrôle de la publicité. L'autorégulation est une invention du capitalisme pour éviter la régulation. De même que le MEDEF prétend réguler les salaires exorbitants des dirigeants d'entreprises, les publicitaires prétendent réguler les excès de la publicité. Mais la publicité est nocive quelle qu'elle soit ! Une autorité transitoire serait un moindre mal mais encore faudrait-il qu'elle soit sous contrôle démocratique et citoyen.
7. Pourriel. Bien sûr favorables à leur interdiction toujours pour les mêmes raisons. Ils ont un coût énergétique qui est supporté par les consommateurs. Ils constituent une agression et surtout ils incitent à la sur-consommation.
8. Publicité et traçage sur internet. La publicité utilise les mêmes méthodes que celles utilisés par les régimes totalitaires : traçage et flicage. Ces techniques devraient être interdites.
9. Publicité et enfants. Les enfants sont les plus malléables aux effets de la publicité. Ils ne devraient y être exposés dans aucun des exemples que vous citez. Pour compléter, les publicitaires utilisent maintenant les enfants de manière pernicieuse comme prescripteurs en sachant que les parents ont du mal à résister aux demandes de leurs enfants.
10. Campagne électorale. Les membres de notre "Premier Cercle" ne sont pas milliardaires, ce sont nos militants et le financement des partis politiques étant ce qu'il est, nous ne nous sentons pas vraiment concernés par cette question car nous n'avons certainement pas les moyens d'utiliser les procédés de la publicité commerciale. Quand bien même nous les aurions, nous considérons que les procédés mercantiles n'ont pas leur place dans le débat politique. Notre propagande se limite donc au travail de nos militants, à notre site internet, à la vente de notre presse, à la distribution de tracts pour aller au contact des citoyens et à l'affichage de petite taille.